



Les réponses éducatives à la Covid-19 portées sur l'inclusion et l'égalité de genre dans les pays du Sud

Capitalisation et valorisation des actions d'éducation conduites par les organisations de la société civile ayant un caractère innovant et / ou répliquable

La **Coalition Éducation** rassemble 20 organisations de la société civile françaises : syndicats, associations de solidarité internationale, ONG de défense du droit à l'éducation, organisations d'éducation populaire. Ensemble, nous revendiquons le droit à l'éducation inclusive de qualité pour toutes et tous, et notamment pour les plus vulnérables, et affirmons que la solidarité internationale est nécessaire pour mener ce combat.

Contexte

La pandémie de la Covid-19 fait des ravages à travers le monde, et l'éducation de plus d'1,6 milliard d'élèves (soit 91 % au total), et notamment des filles et des femmes, est profondément touchée. Le risque que l'interruption temporaire de l'apprentissage devienne permanente est l'un des plus grands dangers de cette pandémie. Les pays les plus pauvres et les personnes les plus marginalisées - dont les filles, les enfants et jeunes handicapés - sont les plus menacés. Avant que la pandémie de la Covid-19 n'éclate, 258 millions d'enfants étaient déscolarisés, dont 130 millions de filles. Selon les [premières estimations](#), 10 millions de filles supplémentaires ne seront pas scolarisées une fois que toutes les écoles rouvriront. Or, il ne reste que dix ans pour atteindre l'ODD4. A ce niveau, les pertes d'apprentissage ne diminueront pas de manière égale, les fermetures d'écoles touchant de [manière disproportionnée](#) les enfants des ménages les plus pauvres. Le [rapport](#) de Save The Children liste 12 pays (Niger, Mali, Tchad, Liberia, Afghanistan, Guinée, Mauritanie, Yémen, Nigeria, Pakistan, Sénégal et Côte d'Ivoire) qui courent un « risque extrême » de voir reculer leurs progrès en direction de l'ODD4.

L'égalité de tou-te-s, en particulier dans l'accès au droit à l'éducation et aux services publics éducatifs, est fondamentale afin que cette crise ne creuse pas les inégalités. Alors que la crise avance rapidement, il est constaté une insuffisance criante de mesures visant à permettre aux enfants d'apprendre en sécurité, de soutenir les enseignant-e-s et de veiller à ce que personne ne soit laissée pour compte, y compris les filles et les femmes.

Les responsables de l'éducation [interrogé-e-s](#) dans 75 pays déclarent que la disponibilité de l'infrastructure technologique est le problème le plus difficile à résoudre dans la mise en œuvre de leur réponse à la Covid-19. Dans les pays où des stratégies d'enseignement à distance ont été mises en œuvre, [les inégalités](#) d'accès sont criantes. Plus de 60 % des alternatives d'apprentissage à distance reposent exclusivement sur des plates-formes en ligne, et pourtant pas moins de 465 millions d'enfants et de jeunes dans ces pays n'ont pas accès à l'internet à la maison. Lorsqu'il est disponible, il a moins de chances d'être accessible aux filles. En [Afrique subsaharienne](#), 89 % des apprenant-e-s n'ont pas accès à un ordinateur à domicile, 82 % n'ont pas accès à l'internet et environ 28 millions d'apprenant-e-s vivent dans des endroits non desservis par des réseaux mobiles. Même dans les régions disposant de ressources importantes, l'absence de connectivité a entraîné un passage inégal à l'enseignement à distance pendant la pandémie de la Covid-19 pour les familles et continue de représenter un défi majeur pour l'accès universel à une éducation de qualité. En [Afghanistan](#), dans six provinces, seuls 28,6 % des enfants peuvent accéder à des programmes d'enseignement à distance par la télévision, 13,8 % par la radio et 0,2 % par internet. En Inde, seule [12,5 % des étudiants](#) ont accès à internet.



Le rôle de l'éducation pour la protection sociale, l'accès à des services essentiels de qualité, la sensibilisation aux gestes barrière, la prévention sanitaire ainsi que la diffusion d'informations pour élever le niveau des pratiques de santé et le changement de comportement est crucial dans la réponse à la Covid-19. Les fermetures d'écoles privent de nombreux enfants et jeunes d'une alimentation essentielle lors des repas scolaires et augmentent les risques de maladies, liés à l'hygiène, les risques liés à la protection de l'enfance, tels que les violences de genre, le mariage des enfants, le travail des enfants, la traite des enfants, ainsi que leur recrutement et leur utilisation dans les conflits armés. Les risques sont d'autant plus importants chez les [adolescentes](#) qui font face à des privations multiples et combinées qui compromettent leurs droits et leur bien-être (y compris la santé et l'éducation) et s'exposent à des risques accrus de violences, de grossesses précoces et de mariages forcés.

Il est essentiel que les enfants et les jeunes puissent retourner à l'école et reprendre leur apprentissage en toute sécurité. Or, beaucoup d'établissement d'apprentissage ne disposent pas d'installations suffisantes. En 2016, [seulement 53%](#) des écoles ont été déclarées avoir des services d'hygiène de base (définis comme une installation de lavage des mains avec eau et du savon). Cela signifie que 620 millions d'enfants n'ont pas de toilettes décentes à l'école et environ 900 millions ne sont pas en mesure de se laver correctement les mains.

Enjeux

L'éducation – formelle, non formelle et la formation - **doit être intégrée** dans la réponse à la Covid-19 à l'échelle mondiale et des plans d'urgence doivent être prêts à relever ce défi, dans le respect du droit à l'éducation avec une attention particulière aux populations les plus marginalisées, notamment les filles et les femmes.

Des solutions telles que des **apprentissages alternatifs de qualité à distance (par la TV, la radio, le numérique)**, la basse et la moyenne technologie pour diffuser des contenus et informer doivent être explorées, adaptées aux exigences du contexte et aux capacités variables des étudiant-e-s, mises à disposition gratuitement pour assurer une éducation inclusive de qualité pour tout-e-s, en garantissant le respect des meilleures pratiques de protection en ligne, afin de protéger les enfants, notamment les filles, contre les abus et les comportements prédateurs.

Les organisations de la société civile, en lien avec les Etats, continuent de **soutenir et d'assurer la continuité éducative**, de protéger et de garantir le bien-être des élèves et des personnels éducatifs et de promouvoir l'éducation comme un levier fondamental de prévention et d'information sanitaire dans les lieux touchés par la pandémie Covid-19 et pour contrebalancer la recrudescence de toutes formes d'inégalités. L'action de la société civile s'inscrit, là où c'est possible, en appui et en complémentarité des politiques locales, nationales ou globales de lutte contre le décrochage scolaire et la rupture éducative des plus marginalisés (y compris des filles).

Objectifs

Le projet visera à porter **un regard analytique sur les initiatives mises en place par les OSC**, afin d'éviter la rupture éducative des populations les plus à risque d'exclusion scolaire (les filles, les enfants handicapés, les enfants issus de familles extrêmement pauvres), en vue d'œuvrer à l'égalité de genre, et tirer les enseignements de cette crise. Il portera une attention particulière aux conditions d'efficacité des actions des OSC et à leur articulation/complémentarité avec les interventions des partenaires techniques et financiers



de l'éducation (acteurs publics, PME, ECW, UNESCO, UNICEF, etc.) Il aura un objectif de capitalisation et de valorisation des démarches innovantes/efficaces et des innovations locales/régionales qui ont permis/ permettront de maintenir la continuité de l'apprentissage et de l'éducation tout en contribuant à renforcer/renforçant la résilience des systèmes éducatifs et les capacités d'anticipation et de prévention des crises des acteurs locaux.

Le projet intégrera également un **axe plaidoyer visant à préconiser une série de recommandations alimentées par la capitalisation terrain**, à destination des pouvoirs publics. Ces recommandations contribueront à renforcer les systèmes éducatifs dans la prévention et la gestion d'une telle crise, de la réponse éducative aux situations d'urgence au post crise, et à renforcer le continuum éducation-santé-nutrition-protection de l'enfance à travers une réponse multisectorielle et intersectorielle (prévention, information citoyenne) en portant une attention particulière au maintien des services publics d'éducation pour les populations les plus marginalisées et à l'égalité de genre.

L'analyse menée permettra **d'alimenter les réflexions qui seront portées dans le cadre du Forum Génération Égalité** et d'encourager **l'adoption d'initiatives d'éducation** ayant démontré des résultats en faveur de l'égalité de genre dans le contexte de la crise de la Covid-19 et pouvant être répliquées plus largement dans les situations de crise au sens large. Des préconisations visant à renforcer l'égalité de genre dans les politiques éducatives nationales et internationales, avec une attention particulière au contexte de la Covid-19 seront adressées aux parties prenantes du Forum Génération Égalité. Elles viseront également à nourrir la nouvelle stratégie quinquennale du PME, dont le genre est un axe principal. La répliquabilité de ce travail servira également à communiquer sur les adaptations réalisées durant la crise et à nourrir les réflexions en interne auprès de chaque OI et OSC.

Méthodologie proposée

Étapes	Méthodologie
Identification des documents de référence	<ul style="list-style-type: none"> Revue de littérature sur les ressources concernant l'inclusion dans l'éducation durant la crise et la réponse éducative à la Covid-19 dans les pays du Sud, les réponses éducatives sensibles aux genre (notes techniques, notes d'orientations, normes minimales de l'INEE)
Identification des critères de l'analyse	<ul style="list-style-type: none"> Consultation des membres et partenaires (INEE, UNICEF/UNICEF France/ Centre de recherche Innocenti d'UNICEF, Save The Children, CME, FAWE etc.)
Partage des expériences	<ul style="list-style-type: none"> Organisation d'un <i>Champions de l'éducation</i> (22/09) dédié Collecte des grilles de description d'initiative à capitaliser (Annexe 1) remplies par les OSC Organisation de deux Webinaires intermédiaires (avec l'appui de l'INEE) Organisation d'un webinaire avec l'appui du PME (TBC) Organisation d'un temps d'échange et/ou appui à l'organisation d'échanges locaux/régionaux dans les pays cibles
Analyse et identification des	<ul style="list-style-type: none"> Analyse des initiatives collectées sur la base de la grille



pratiques à valoriser	d'analyse (Annexe 2) par le Comité de rédaction/suivi <ul style="list-style-type: none"> • Outil du SEPO : Succès -Echec -Potentialités -Obstacles
Rédaction du rapport	<ul style="list-style-type: none"> • Rédaction collective par le comité de rédaction et l'équipe salariée de la CE

❖ Activités détaillées

1/ Organisation d'un **Champion de l'éducation** (via vidéo conférence) dédié au lancement du projet (22 septembre), de **2 webinaires** (un temps d'échange et un temps de restitution finale) **avec l'appui de l'INEE** à partir de septembre, **d'un webinaire en partenariat avec le PME** (temps d'échanges et de réflexion autour des premiers résultats d'analyse avec les partenaires de l'éducation, y compris OI & étatiques, début 2021, TBC), et appui à l'organisation d'atelier de travail/ de temps d'échange locaux par les partenaires dans les pays cibles afin d'associer les partenaires techniques aux échanges et à la réflexion sur la capitalisation/valorisation d'initiatives et d'approches innovantes en matière d'éducation inclusive dans la réponse à la Covid-19.

2/ Organisation d'une réunion **de partage et de réflexion** début 2021 (en fonction de l'agenda du FGE) sur les initiatives mises en place par les OSC en réponse à la Covid-19 pour assurer le maintien des services éducatifs dans les pays les plus pauvres, - la continuité éducative, là où elle est possible, est un rôle d'allié de la santé par la prévention éducative et le maintien de l'accès aux services essentiels (lien avec la [hausse des grossesses précoces](#) et des violences de genre pendant la pandémie du Covid19), notamment en Afrique, - et tirer les enseignements de cette crise en capitalisant et promouvant les démarches innovantes et les innovations locales ou régionales. La rencontre se tiendra dans un pays africain, et si possible en marge d'une réunion satellite du Forum génération Égalité. Elle visera à réunir les OSC (focus sur les ONG locales), OI, organisations de jeunesse, représentants étatiques et fondations actifs dans le champ de l'éducation en Afrique et mobilisées sur la réponse au Covid19. Les échanges se feront autour d'un premier travail d'analyse et de capitalisation, qui se verra enrichi par les réflexions et les conclusions de la rencontre.

3/ Publication d'un **livrable/d'une synthèse de capitalisation et de plaidoyer**, visant à identifier et analyser les initiatives innovantes ayant démontré un impact tangible sur le maintien de services éducatifs de qualité pour toutes et tous, sans exclusion aucune, et ayant fait évoluer favorablement les inégalités de genre. Le livrable articulera les expériences terrains avec des recommandations visant à plaider pour la prise d'engagements ambitieux de la part des Etats dans le cadre du FGE, et au-delà, autour des enseignements tirés de la capitalisation. Le travail d'analyse et de capitalisation commencera début mai 2020, et sera consolidé à l'issue de la rencontre, pour une publication du livrable en février 2021.

4/ Organisation d'une **restitution finale** (ou sous la forme d'un CDE) à Paris avec les membres et les principaux partenaires (OSC, institutionnels, OI, recherche, etc.) de la Coalition Éducation (principalement ceux basés à Paris) visant à présenter les conclusions de l'étude, croiser les regards des différentes parties prenantes de la coopération éducative en réaction aux observations, nourrir la réflexion et guider les actions des différents acteurs locaux, nationaux et internationaux impliqués dans l'éducation dans les pays du Sud.

❖ Ressources

- [Plaidoyer politique sur l'éducation en période de Covid19](#), Coalition Education



- [LEARNING MUST GO ON : Recommendations for keeping children safe and learning, during and after the COVID-19 crisis](#)
- *Note technique de l'INEE sur l'éducation pendant la pandémie de Covid19* + [Normes minimales de l'INEE](#)
- [INEE Background Paper on Psychosocial Support and Social and Emotional Learning for Children and Youth in Emergency Settings,](#)
- The Alliance for Child Protection in Humanitarian Action [Child Protection Minimum Standards](#)
- The [Principles for Digital Development.](#)
- [Notes d'orientation](#), Handicap International
- *Rapport de Save The Children (publié le 14 juillet)*
- [Promising Practices for Equitable Remote Learning. Emerging lessons from COVID-19 education responses in 127 countries](#), UNICEF
- [UNICEF Remote Learning Covid19 response](#). Decision Tree
- [Recommandations sur l'éducation des filles dans le cadre du FGE](#), GT Education
- *Nouveaux rapports du centre de recherche Innocenti d'UNICEF prévus fin juillet 2020 sur l'impact de la fermeture des écoles sur les résultats d'apprentissage, sur les enjeux de protection de l'enfance, sur la nutrition et la santé, et les stratégies d'atténuation de l'impact de la Covid-19 dans le cadre des réouvertures d'écoles (sur la base d'analyse de données fournies par les bureaux pays et collectées auprès des ministères de l'éducation).*
- *Rapport Plan International France-UNESCO-MEAE sur éducation des filles adolescentes intégrera de manière transversale les aspects COVID; sortie prévue en octobre 2020*
- *COVID-19: Are children able to continue learning during school closures?*, UNICEF
- [COVID-19: How are Countries Preparing to Mitigate the Learning Loss as Schools Reopen? Trends and emerging good practices to support the most vulnerable children](#), UNICEF

❖ **Instances de travail**

- Les GT plaidoyer et expertise terrain de la CE
- Création d'un comité d'analyse et de rédaction composé des membres et partenaires de la CE associés au projet
- Groupe Covid19 de la CME (TBC)

Potentiels partenaires et plus-value pour le projet

- Les membres de la Coalition Education
- INEE
- UNICEF France, UNICEF siège et centre de recherche Innocenti d'UNICEF
- CME
- Les coalitions régionales & nationales de la CME
- Partenaires locaux des membres
- GT Education du FGE dont une centaine d'OI et OSC (y compris ECW, GPE, Save The Children, UNESCO, etc.)



ANNEXE 1

Grille de description d'une initiative à capitaliser (à envoyer aux OSC membres et partenaires)

Initiatives éducation visant à renforcer l'inclusion des populations marginalisées et/ou promouvoir l'égalité de genre mises en œuvre dans le contexte Covid19

(4 pages maximum)

Contacts : email, nom et organisation de la personne référente
Titre de l'initiative :
Zones/lieu : Zone d'intervention, lieux et étendue
Date/période : démarrage & fin du projet, si expérience en cours et durée.
Contexte : Quel est l'élément déclencheur, les problèmes traités ?
Objectifs de changement (général et spécifique) : quels sont les objectifs assignés en termes de changement ? En matière d'égalité de genre et d'inclusion ? Ont-ils évolué au cours de la mise en œuvre ? Si oui, donner les précisions nécessaires.
Cibles : publics visés
Acteurs principaux/rôles et responsabilités : partenaires, leurs rôles et responsabilités
Démarches et approches : Quelles sont les démarches et approches du projet ? Sont-elles innovantes et/ou répliquables ? Si oui, donner des précisions (critères de répliquabilité, entre autres) ?
Activités réalisées : Quelles sont les activités menées dans le projet ? détailler comment elles ont été réalisées et comment elles contribuent à l'inclusion des plus marginalisés ? A l'égalité de genre ?
Principaux résultats : Quels sont les principaux résultats obtenus, notamment visant l'inclusion et la prise en compte des besoins spécifiques des plus marginalisés (y compris les filles) ? Quels sont, selon vous, les facteurs qui expliquent ces résultats ? Un suivi sur les acquis des élèves a-t-il été réalisé ? Si oui, décrivez la méthode et les résultats obtenus ?
Ressources mobilisées : ressources financières, RH et matérielles. Montants et provenance.
Lien avec l'Etat et les partenaires techniques et financiers : les liens avec les politiques de lutte contre le décrochage scolaire et la rupture éducative des plus marginalisés (y compris des filles) ?
Facteurs critiques de succès/échecs : Que considérez-vous comme un succès ou comme échec dans ce projet ? Pourquoi les considérez-vous comme un succès ou échecs ? Qu'est ce qui peut être considéré comme potentiel, pour la réduction des inégalités, y compris de genre ? Quelles sont les conditions de succès de ce projet ?
Difficultés rencontrées : Les principales difficultés/obstacles rencontrés et par ordre d'importance. Comment ont-elles été surmontées ?
Enseignements : Quelles leçons en tirer pour les acteurs de l'éducation ? Et plus largement, au niveau éducatif ?
Documentation sur le projet existante : lien vers ressources.



ANNEXE 2

Grille d'analyse

	1	2	3	4	5	Commentaires
<i>Ce projet est-il innovant (notamment en intégrant une approche intersectorielle) en matière d'inclusion et d'égalité de genre ?</i>						
<i>Cette initiative est-elle facilement transférable/répliquable à d'autres échelles ou à d'autres contextes (hors urgence) ?</i>						
<i>Ce projet part-il des besoins des enfants les plus marginalisés (y compris les filles, les enfants à besoins éducatifs particuliers dont certains enfants handicapés) ?</i>						
<i>A-t-elle impliqué les autorités éducatives et/ou été articulée avec les plans de ripostes locales/nationales/régionales ? A-t-elle impliqué d'autres partenaires de l'éducation ?</i>						
<i>Ce projet a-t-il eu des résultats en matière d'accès à l'éducation de qualité des plus marginalisés (y compris les filles, les enfants à besoins éducatifs particuliers dont certains enfants handicapés) ?</i>						
<i>Ce projet a-t-il permis de renforcer la protection de l'enfance (y compris des filles) et leur accès aux services sociaux de base ?</i>						
<i>Ce projet a-t-il mis en place des actions de prévention adaptées au contexte, prenant en compte les normes socio-culturelles ?</i>						



❖ **Calendrier**

	2020 - 2021										
Activités	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars
Consultation des groupes de travail de la CE - GT expertise terrain et GT plaidoyer											
Collecte des documents ressources											
Finalisation de la note de cadrage/définition du champs de l'étude (pays et thématiques cibles)											
Consultations préliminaires des partenaires extérieurs (UNICEF France, INEE, GCE, GT Education)											
Elaboration d'une méthodologie et d'un calendrier à suivre											
Validation de la fiche d'expérience et de la grille d'analyse											
Champions de l'éducation dédié à la réponse éducation au Covid19, pour lancer les travaux de collecte et d'analyse											
Collecte des initiatives OSC à analyser							Fin le 1 ^{er} novembre				
Webinaire de consultation intermédiaire avec des partenaires locaux identifiés (INEE)											



Facilitation/ appui à l'organisation d'atelier de travail par les partenaires locaux dans les pays cibles											
Analyse des différents programmes et ceux pertinents pour la capitalisation											
Premier projet d'analyse des programmes/ et projet de plan du rapport											
Rédaction d'un rapport provisoire + l'analyse des programmes + retours de la réunion de partage											
Réunion de partage et de réflexion : tirer les enseignements de cette crise en capitalisant et promouvant les démarches innovantes et les innovations locales ou régionales (en marge d'un événement satellite du FGE) en Afrique Francophone si possible											
Webinaire sur la base du rapport intermédiaire (partenaires locaux, clusters éducation, meet ups)											
Soumission du rapport de synthèse final et mobilisation autour de la communication pour son lancement											



Organisation d'une restitution finale, (sous la forme d'un Champion de l'éducation ou d'un échange entre praticiens) dédiée à la présentation des conclusion de l'analyse/rapport de synthèse																		
---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--